



A Monsieur le Président de la République

Paris, le 02 juillet 2009

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de solliciter une audience pour vous entretenir d'une situation dont nous avons déjà fait part à M. le Premier Ministre, à M. le Ministre de l'Éducation nationale et à M. le Ministre du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et pour laquelle nous restons sans réponse, à savoir celle des employés de vie scolaire recrutés sous contrats aidés dans l'Éducation nationale.

Embauchés en 2006 dans le cadre du plan de cohésion sociale de M. Jean Louis Borloo pour remplir des fonctions d'aide à la direction d'école ou d'accompagnement des enfants en situation de handicap, les Employés de Vie Scolaire ont parfaitement rempli leurs missions dans les écoles. Ils sont à l'heure actuelle 42 500. Les contrats des deux tiers de ces salariés, soit près de 30 000 personnes, sont échus au 30 juin 2009.

Les statuts de ces employés de vie scolaire sont précaires pourtant, les tâches qui leur sont confiées correspondent à des missions pérennes qui nécessitent des personnels stables bénéficiant d'un véritable métier, d'une véritable formation et d'une rémunération décente.

L'emploi est une des priorités du gouvernement et pourtant il a laissé à la fin du mois une majorité de ces salariés sans perspective d'emploi durable et sans avoir bénéficié des formations nécessaires à leur insertion professionnelle, formations qui leurs étaient dues.

Nous ne pouvons accepter que la seule perspective soit pour eux de se retrouver au chômage.

Avec les 100 000 signataires d'une pétition intersyndicale que nous avons déposée à l'Élysée le 30 juin, nous vous demandons solennellement de considérer ces situations qui n'ont que trop duré et d'intervenir pour permettre à ces salariés de bénéficier d'un suivi personnalisé, de l'étude de toutes les solutions de réemploi possibles, de formations donnant accès à un véritable parcours d'insertion professionnelle.

A ce jour, toutes les demandes d'explications, les demandes d'entrevue se sont heurtées à des refus. Nous dénonçons le mépris avec lequel sont traités les EVS qui méritent mieux que le manque de reconnaissance manifeste qui leur est renvoyé publiquement.

Souhaitant que vous accordiez toute l'attention nécessaire à ce courrier, veuillez croire Monsieur le Président de la République, à notre attachement au bon fonctionnement du service public.

**Thierry Cadart**, Secrétaire Général du SGEN-CFDT.

**Christian Chevalier**, Secrétaire Général du SE-UNSA.

**Gilles Moindrot**, Secrétaire Général du SNUipp-FSU.

**Patrick Désiré**, Co-secrétaire Général de l'UNSEN-CGT.

**Murielle Michelin**, Présidente de l'UNCEVS.